

MARCHÉ DU TRAVAIL EN CÔTE D'IVOIRE (2000-2024)

Rapport sur l'emploi et le chômage en cote d'ivoire (2000 - 2024)

[Ce rapport présente une analyse approfondie de l'évolution du marché du travail en Côte d'Ivoire entre 2000 et 2024.

Il examine les tendances du chômage, de l'emploi et de la participation, en mettant en lumière la montée du travail indépendant, les disparités régionales et de genre, ainsi que les principaux défis économiques à relever pour les années à venir.]

[Medoune L'economiste]

SOMMAIRE

| Section | Page |
|-------------------------------------|-------------|
| Introduction | 3 |
| Méthodologie | 4 |
| Analyse graphique – Taux de chômage | 5 |
| Interprétation (2000-2012) | 6 |
| Interprétation (2012-2017) | 7 |
| Interprétation (2018-2024) | 8 |
| Taux d’emploi et de participation | 10 |
| Part des travailleurs indépendants | 13 |
| Comparaison régionale | 15 |
| Pistes de politiques économiques | 18 |
| Conclusion générale | 20 |

INTRODUCTION

Depuis plus d'une décennie, le marché du travail en Afrique de l'Ouest fait face à un défi majeur : l'insertion durable des jeunes reste un enjeu critique. La Côte d'Ivoire, moteur économique de la région, n'échappe pas à cette réalité. Malgré une croissance soutenue, la question de l'emploi demeure au cœur des préoccupations sociales et économiques.

Dans cette étude, nous avons choisi d'analyser l'évolution du chômage et de l'emploi en Côte d'Ivoire de 2000 à 2024.

L'objectif est de comprendre les tendances du marché du travail ivoirien, d'identifier ses forces, ses faiblesses, et de formuler des recommandations concrètes pour les années à venir.

Nous tenterons notamment de répondre aux questions suivantes :

- Comment le taux de chômage total a-t-il évolué entre 2000 et 2024 ?
- Quelle est la dynamique du taux d'emploi et du taux de participation ?
- Comment a évolué la part des travailleurs indépendants ?
- Quelle position occupe la Côte d'Ivoire par rapport à d'autres pays de la sous-région ?
- Quelles pistes de politiques économiques pourraient améliorer les performances du marché du travail dans les années à venir ?

METHODOLOGIE

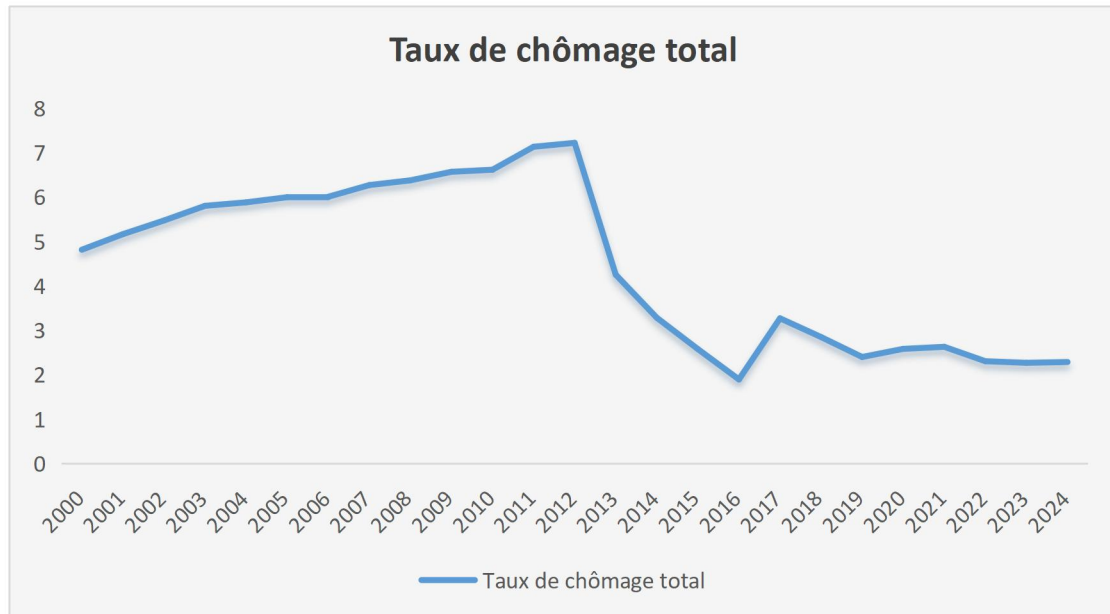
Pour mener notre étude nous avons d'abord eu recours à la base de données de la banque mondiale WDI 2024, consulté en octobre 2025(World Development Indicator). Dans cette étude nous avons choisi les indicateurs suivants :

- Taux de chômage total en CI
- Taux d'emploi en CI
- Taux de participation à la population active en CI
- part de Travailleurs indépendants en CI
- Taux de chômage total de quelques pays de la sous-region (Bénin, Burkina, Mali, Niger, Sénégal).

L'étude se porte sur une période de 25 ans (2000 - 2024). Elle a été réalisé grâce a l'outil Excel.

ANALYSE GRAPHIQUE

EVOLUTION DU TAUX DE CHOMAGE TOTAL EN CI (2000 - 2024)



Source : Banque mondiale, WDI 2024

ANALYSE

On peut voir sur ce graphique que le taux de chômage total avait une tendance haussière de 2000 à 2012 évoluant de 4,816% à 7,223%.

on aperçoit ensuite une tendance baissière durant la période de 2012 à 2016 donc une baisse de 7,223% à 1,896%. Puis un léger pic à la hausse de 2016 à 2017 évoluant de 1,896% à 3,272%.

Enfin, le taux de chômage reste quasi constant entre 2018 et 2024, oscillant légèrement autour de 3 %.

INTERPRETATION

- De 2000 A 2012:

Le taux de chômage officiel, défini selon les critères rigoureux de l'OIT — à savoir les personnes sans emploi, disponibles et ayant cherché activement un emploi sur les quatre semaines précédentes — est passé de 4,816% en 2000 à 7,223% en 2011, soit une augmentation de 2,407% en onze ans. Même si cette avancée peut paraître modérée, elle représente un indicateur alarmant dans le cadre ivoirien, où l'importance du secteur informel et le phénomène du sous-emploi rendent ce taux trompeur en matière de réalité précaire. Cette évolution se divise en deux phases distinctes : d'une part, une augmentation lente et régulière (+0,20 % par an en moyenne) entre 2000 et 2011, conséquence directe du déclin graduel de l'économie formelle suite à la crise politico-militaire de 2002-2007. La rébellion de septembre 2002 a fragmenté le pays, isolé les zones productrices au Nord, détruit environ 200 000 emplois dans l'industrie, le commerce et les services, et réduit drastiquement les investissements étrangers. Les sanctions internationales ainsi que les embargos sur le cacao, conjugués à un blocage des institutions publiques, ont freinés la création d'emplois décents. Néanmoins, le taux OIT est resté relativement bas car le secteur informel absorbait cet impact, repoussant ainsi un certain nombre de chômeurs urbains vers des activités de survie.

D'autre part, en 2012, le taux a connu un pic marqué (+0,605% en deux ans), reflétant une rupture avec ce système d'amortissement social temporaire. La crise post-électorale (décembre 2010 – avril 2011), exacerbée par le refus de Laurent Gbagbo de céder le pouvoir, a paralysé Abidjan, causant la perte de 300 000 emplois, la fermeture de banques, le pillage d'usines et la destruction des infrastructures. Contrairement aux crises précédentes, le secteur informel a atteint ses limites : les marchés se sont fermés, les transports arrêtés et les petits commerçants ont perdu leurs clients. Cette situation a poussé de nombreuses personnes à reprendre la recherche active d'emploi, provoquant une forte hausse du taux officiel.

Ainsi, cette montée du chômage officiel illustre davantage qu'une simple fluctuation statistique : elle révèle une décennie marquée par une guerre civile ayant profondément détruit l'économie formelle, un secteur informel jouant le rôle d'amortisseur social jusqu'à son épuisement, et un point de rupture clair en 2012 où la détresse économique devient visible même dans les statistiques officielles. Bien que ce taux ne reflète pas le chômage réel, qui est estimé beaucoup plus élevé en milieu urbain, il reste un indicateur essentiel de l'ampleur des difficultés socio-économiques traversées par la Côte d'Ivoire durant cette période.

- De 2012 A 2017:

Entre 2012 et 2017, le taux officiel de chômage défini par l'Organisation internationale du Travail (OIT), qui inclut les personnes sans emploi, disponibles et recherchant activement un travail, a d'abord connu une forte diminution, passant de 7,223 % en 2012 à 1,896 % en 2016, avant d'afficher une légère hausse à 3,272 % en 2017 (+1,376%). Cette progression indique une relance économique accélérée, particulièrement suite à la crise post-électorale de 2010-2011, grâce aux réformes mises en œuvre sous le gouvernement d'Alassane Ouattara, comprenant le Plan National de Développement (PND) 2012-2015 et la réduction de l'endettement par le biais de l'Initiative Pays Pauvres Très Endettés (PPTE). Toutefois, le marché du travail reste marqué par une forte prédominance du secteur informel, qui représentait environ 91,9 % des emplois en 2017 (inféré de la part des emplois salariés formels à seulement 8,1 %), ainsi que par un sous-emploi massif.

On peut diviser cette période en deux phases : d'abord, de 2012 à 2016, une forte baisse du chômage (-5,327%, soit -73,8 % en relatif) résultant de la croissance économique soutenue, avec un PIB croissant à une moyenne annuelle de 8,44 %, l'allègement de la dette publique via l'Initiative PPTE (qui a réduit la dette de 40 % du PIB en 2012 à 28 % en 2016), et des investissements massifs dans les infrastructures, l'agriculture, l'industrie et les services. Ces avancées ont généré environ 150 000 emplois formels annuels, ce qui a contribué à réduire le nombre de chercheurs d'emploi dans la définition stricte de l'OIT. Malgré cela, la précarité demeure avec un chômage plus élevé chez les jeunes diplômés et une grande part d'emplois vulnérables représentant entre 70 % et 90 % du total selon la Banque africaine de développement (BAD).

Ensuite, en 2017, le léger rebond du taux de chômage reflète un ralentissement de l'économie (croissance du PIB à 7,7 %), aggravé par la baisse des prix mondiaux du cacao (environ -10 % sur l'année), des tensions politiques pré-électorales, une inflation alimentaire en hausse et une forte pression démographique, avec environ 300 000 jeunes intégrant chaque année le marché du travail. Cette conjoncture a accentué le nombre de personnes cherchant activement un emploi et a mis en lumière un sous-emploi visible estimé à 35 %, particulièrement chez les femmes (où il atteint 40 % en zones urbaines).

En bref, la forte baisse du chômage officiel de 2012 à 2016 illustre un véritable « miracle économique » ivoirien porté par la stabilisation politique et d'importants investissements, tandis que la hausse de 2017 souligne les limites structurelles d'un modèle économique dépendant des matières premières et dominé par l'économie informelle, avec un sous-emploi qui demeure une problématique majeure.

- De 2018 A 2024:

Entre 2018 et 2024, le taux de chômage officiel en Côte d'Ivoire, établi selon la définition stricte de l'OIT—qui englobe les individus sans travail, disponibles et en quête d'un emploi—est demeuré assez constant à environ 3%, fluctuant légèrement entre 2,3% et 3,5%. Cette stabilité visible indique la conclusion de la phase de redressement post-crise, mais cache néanmoins des vérités plus compliquées. Effectivement, une grande partie des postes occupés se situe dans le secteur informel, représentant près de 92% en 2023 (INS, 2023), et environ 35% des employés sont touchés par le sous-emploi visible. Par ailleurs, le chômage réel chez les jeunes (15-24 ans) oscille entre 25% et 40%, selon différentes enquêtes nationales et internationales (ENES 2023, rapport de la BAD).

Plusieurs dynamiques sous-tendent cette stabilité : d'abord, une croissance économique forte mais peu créatrice d'emplois décents. Selon la Banque mondiale, le PIB croît en moyenne de 6,5% par an, porté par la production de cacao (record de 2,2 millions de tonnes en 2023), l'or, le pétrole offshore et le développement des infrastructures (ponts, autoroutes, extension du port d'Abidjan). Les investissements publics (Plan national de développement 2021-2025) ainsi que les investissements directs étrangers (1,2 milliard de dollars en 2023) soutiennent chaque année la création de 100 000 à 120 000 emplois formels, principalement dans le BTP, le commerce et l'industrie, mais cela reste insuffisant face à l'arrivée de 400 000 jeunes chaque année sur le marché du travail (INS). Le résultat est que le taux officiel de chômage reste faible car l'économie informelle, représentant environ 92% des emplois, absorbe la majorité des nouveaux entrants ().

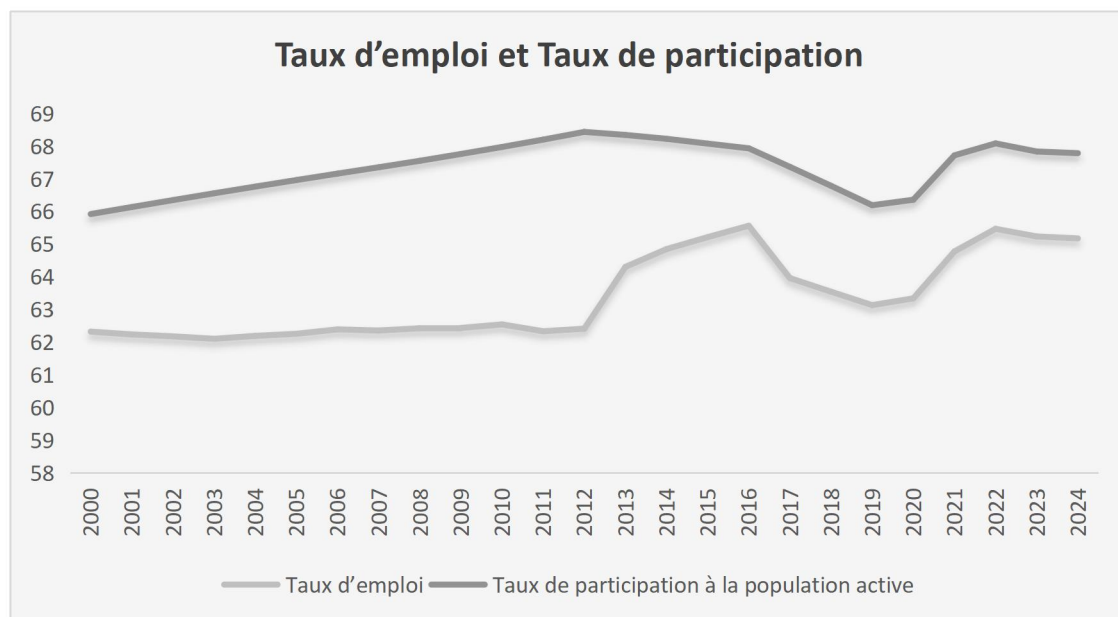
Ensuite, la crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 en 2020 a provoqué une hausse temporaire du taux de chômage, le faisant atteindre 3,5% (+1,1 point). Toutefois, la reprise a été prompte, avec une augmentation de 6,2% en 2021, stimulée par la robustesse du secteur du cacao (augmentation des prix à l'échelle mondiale) et les actions de redynamisation économique (subventions aux petites et moyennes entreprises, reports d'impôts). Dès 2021, le taux redescend à environ 2,7%, ce qui montre une économie plus résiliente, mais elle demeure fragile, avec une attractivité limitée pour des emplois stables, notamment chez les jeunes et les femmes, chez qui le sous-emploi reste élevé ().

Enfin, le taux de chômage « officiel » ne reflète pas la réalité : les enquêtes montrent que le chômage réel chez les jeunes (15-24 ans) serait compris entre 25% et 40%, et que le sous-emploi chez ces derniers peut atteindre 35%, surtout chez les femmes (). La précarité et la vulnérabilité dans le secteur informel continuent d'être la norme : près de 9 emplois sur 10 sont informels, avec une vulnérabilité accrue chez les femmes (80% en moyenne versus 60%

chez les hommes).

En résumé, le maintien autour de 3% du taux de chômage officiel masque une situation de précarité généralisée et de sous-emploi massif, surtout chez les jeunes, avec un marché du travail structuré par une domination de l’informel et une croissance non inclusive. Selon les données officielles et analyses internationales, malgré une croissance soutenue de 6,5%, le régime Ouattara n’a pas fortement transformé la structure du marché du travail, et le taux de chômage officiel, à 3%, demeure une approximation qui ne mesure pas la détresse réelle des travailleurs ivoiriens ().

TAUX D'EMPLOI ET DE PARTICIPATION



Source : Banque mondiale, WDI 2024

ANALYSE

Entre **2000 et 2024**, on observe deux courbes évoluant de manière globalement parallèle mais avec quelques divergences notables.

Durant cette première phase (2000 - 2012), les deux taux progressent lentement. Cela correspond à une période où l'économie ivoirienne, bien que marquée par des tensions politiques, maintient une certaine résilience.

Le taux d'emploi reste autour de 62–63 %, tandis que la participation monte graduellement vers 68 %.

Cette stabilité suggère un marché du travail relativement constant, sans grands chocs économiques externes.

À partir de 2013, le taux d'emploi connaît une augmentation marquée, culminant vers 2016 (67,93 %).

Cette amélioration coïncide avec la reprise économique post-crise et le lancement de grands chantiers publics (infrastructures, agriculture, services).

Les politiques de relance et la normalisation institutionnelle ont stimulé l'emploi, surtout dans le secteur informel et les services urbains.

Une baisse simultanée s'observe entre 2017 et 2019.

Cela peut traduire un ralentissement économique, une saturation du marché du travail, ou encore des difficultés structurelles à créer des emplois durables.

Cette période pourrait aussi être marquée par une croissance économique moins inclusive, profitant davantage au capital qu'à l'emploi.

Les deux courbes repartent à la hausse à partir de 2020.

Malgré la crise sanitaire, la Côte d'Ivoire a rapidement renoué avec la croissance, soutenue par la résilience du secteur informel, la digitalisation, et les politiques publiques de relance.

Cela traduit une reprise de la participation économique et un redémarrage de l'emploi.

INTERPRETATION

Une économie globalement dynamique mais à double vitesse

L'évolution parallèle du taux d'emploi et du taux de participation montre une corrélation positive entre la croissance économique et la mobilisation de la population active.

Cependant, l'écart constant entre les deux courbes indique qu'une partie de la population apte au travail reste sous-utilisée, probablement à cause de la prévalence du sous-emploi, notamment dans le secteur informel.

Cela traduit une économie créatrice d'activités, mais pas toujours d'emplois formels ou stables.

La résilience du marché du travail face aux crises

Malgré les crises (politiques, puis sanitaire en 2020), les taux ne s'effondrent pas durablement.

Cela témoigne d'une forte capacité d'adaptation du marché ivoirien, portée par les travailleurs informels, les petits métiers et l'entrepreneuriat individuel.

Autrement dit : quand l'économie formelle ralentit, l'auto-emploi prend le relais.

Un retour progressif de la confiance après 2020

La remontée simultanée des deux courbes après 2020 suggère une reprise de la confiance économique.

Les Ivoiriens retournent sur le marché du travail, encouragés par les opportunités créées dans le commerce, la logistique, le numérique et les services.

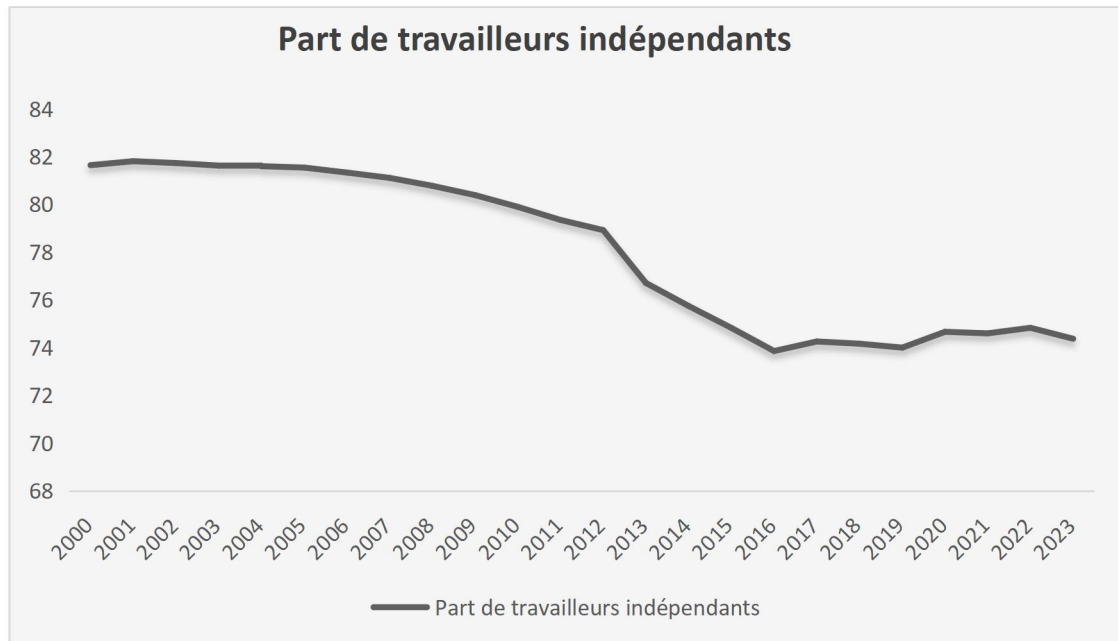
Ce rebond illustre aussi l'effet des programmes publics de relance post-COVID et de la croissance démographique qui pousse davantage d'individus à participer à l'économie.

Une amélioration à consolider

Même si la tendance est positive, la proximité des courbes indique un risque structurel : le marché absorbe une grande part de la population active, mais pas toujours dans des emplois de qualité.

Cela appelle à renforcer la formation professionnelle, la création d'entreprises, et la transition vers le secteur formel pour transformer la participation en emploi productif et durable.

PART DES TRAVAILLEURS INDEPENDANTS



Source : Banque mondiale, WDI 2024

ANALYSE

Entre 2000 et 2023, la part de travailleurs indépendants en Côte d'Ivoire affiche une tendance clairement à la baisse.

En 2000, elle se situait autour de 82 % de la population active, ce qui traduisait une forte prédominance de l'emploi informel ou non salarié.

À partir de 2012, une chute marquée est observable : la part descend sous les 75 %, avant de se stabiliser autour de 73–74 % entre 2016 et 2023.

Cette évolution laisse apparaître deux phases :

2000–2012 : un déclin progressif mais régulier, probablement lié à la formalisation lente de certaines activités et à l'évolution du marché du travail.

2013–2023 : une stagnation autour de 73–74 %, suggérant une structure de l'emploi encore dominée par l'informel, malgré quelques améliorations ponctuelles.

Globalement, le graphique traduit une réduction du poids du travail indépendant, mais pas une transformation profonde du modèle d'emploi.

INTERPRETATION

La baisse progressive de la part des travailleurs indépendants en Côte d'Ivoire entre 2000 et 2023 reflète une mutation lente du marché du travail.

Autrement dit, de plus en plus d'actifs quittent l'emploi informel pour rejoindre des structures plus organisées (entreprises, administrations, secteurs formels).

Cette évolution peut s'expliquer par plusieurs dynamiques :

L'urbanisation rapide et la création de nouveaux emplois salariés dans les services, le commerce organisé ou la construction.

Les politiques d'emploi et de formation professionnelle, qui ont encouragé une insertion plus encadrée dans le marché du travail.

La croissance économique des années 2012–2019, qui a permis à certaines entreprises formelles d'absorber une main-d'œuvre autrefois indépendante.

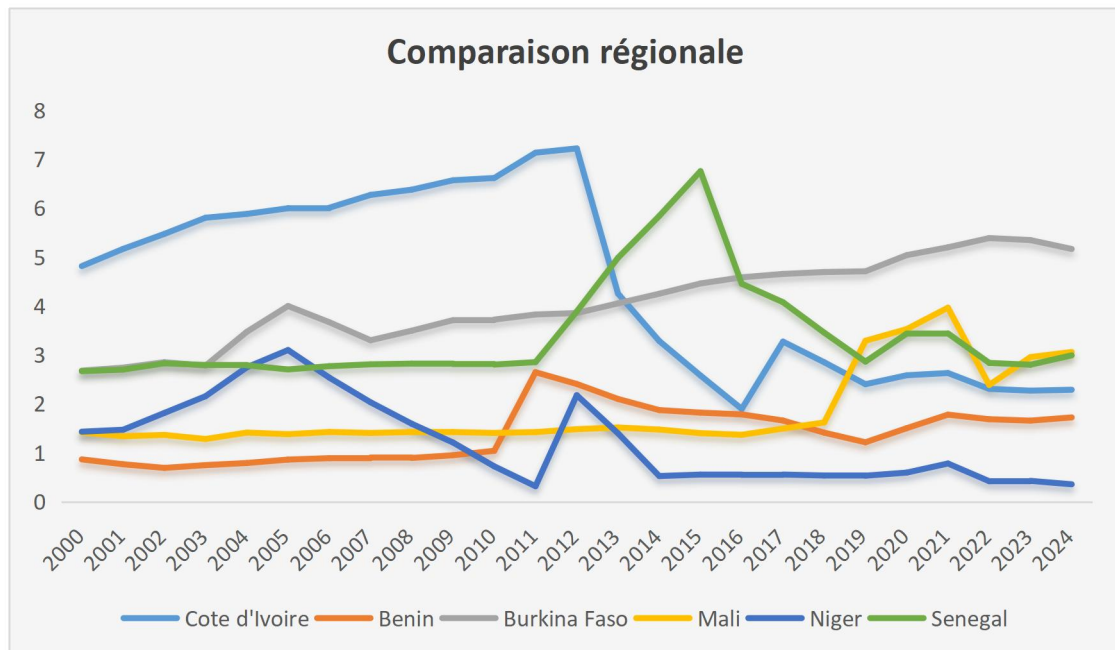
Cependant, la stabilisation autour de 73–74 % depuis 2016 montre que le secteur informel reste prédominant.

Autrement dit, une large partie de la population continue à exercer des activités indépendantes souvent faiblement productives, non protégées socialement et peu fiscalisées.

En somme :

La Côte d'Ivoire semble amorcer une transition vers un emploi plus formel, mais la majorité des travailleurs demeure encore indépendante, signe que la formalisation économique est en marche, mais lente et inégale.

COMPARAISON REGIONALE



Source : Banque mondiale, WDI 2024

ANALYSE

Le graphique présente l'évolution du taux de chômage total pour six pays de l'Afrique de l'Ouest : Côte d'Ivoire, Bénin, Burkina Faso, Mali, Niger et Sénégal, entre 2000 et 2024.

Côte d'Ivoire

Le taux de chômage augmente progressivement entre 2000 et 2012, atteignant un pic aux environs de 7 %.

À partir de 2012, une baisse nette est observée, ramenant le taux autour de 2 à 3 % après 2015.

Cette évolution traduit une forte amélioration post-crise et une dynamique économique positive dans la décennie 2010.

Sénégal

Tendance globalement croissante jusqu'en 2015 avec un sommet autour de 7 %, suivi d'une légère baisse mais instabilité persistante jusqu'en 2024.

Montre un marché du travail tendu, où la création d'emplois reste insuffisante face à la croissance démographique.

Burkina Faso

Courbe stable entre 3 et 5 %, légèrement ascendante. Traduit une stabilité apparente du marché de l'emploi, mais à interpréter avec prudence (poids élevé du secteur informel).

Mali, Bénin, Niger

Les taux de chômage y sont très faibles (1 à 3 %) et relativement constants dans le temps.

Ces chiffres suggèrent une sous-estimation du chômage réel, car une grande partie de la population active exerce des activités non salariées, souvent informelles ou agricoles.

Comparaison générale

- Les courbes mettent en lumière deux dynamiques distinctes :
- Les pays à taux officiellement bas (Mali, Niger, Bénin, Burkina) mais à emploi précaire.
 - Les pays à taux plus élevés mais à économie plus structurée (Côte d'Ivoire, Sénégal).

INTERPRETATION

L'évolution du chômage en Côte d'Ivoire, comparée à celle des autres pays d'Afrique de l'Ouest, illustre un parcours économique contrasté marqué par des crises internes, suivies d'une reconstruction soutenue.

1. Une hausse liée aux crises, puis une forte reprise

Entre 2000 et 2011, la Côte d'Ivoire connaît une période d'instabilité politique et économique (crise politico-militaire, chute des investissements, ralentissement du secteur privé).

Cette période se traduit par une hausse marquée du chômage, bien supérieure à celle observée dans les pays voisins plus stables comme le Burkina Faso ou le Niger.

Mais dès 2012, avec la reprise de la croissance (autour de 8 % en moyenne entre 2012 et 2019), le chômage ivoirien chute brutalement, signe d'une remobilisation du secteur privé, d'une reconstruction des infrastructures et d'un retour des entreprises étrangères.

2. Un chômage mieux mesuré, mais un sous-emploi persistant

La baisse du taux de chômage ivoirien ne signifie pas nécessairement une absorption totale du sous-emploi.

Une grande partie de la population active reste concentrée dans le secteur informel, notamment dans le commerce, l'agriculture et les services urbains.

Ainsi, même si la tendance statistique est positive, elle doit être interprétée en tenant compte de la qualité des emplois créés.

3. Comparaison avec la sous-région

Les pays sahéliens (Mali, Niger) affichent des taux très faibles, mais cela reflète surtout une faible formalisation de l'emploi et non une absence de difficultés.

Le Sénégal maintient des niveaux de chômage plus élevés, notamment du fait de la jeunesse urbaine en quête d'emploi salarié.

La Côte d'Ivoire, après avoir connu une période critique, rejoint aujourd'hui le peloton des économies les plus dynamiques de la sous-région, avec un chômage structurellement bas.

4. Ce que cela révèle pour la politique économique

Cette évolution démontre que :

Les périodes de stabilité et d'investissement productif ont un impact direct sur l'emploi.

Le développement de l'entrepreneuriat local et des PME reste crucial pour absorber la main-d'œuvre, surtout jeune.

Il est désormais essentiel de qualifier la croissance : moins de dépendance au secteur informel, plus d'emplois stables et décents.

En résumé

La Côte d'Ivoire est passée d'un chômage élevé post-crise à une reprise économique solide, surpassant plusieurs voisins en performance.

Mais le défi du sous-emploi et de la qualité de l'emploi reste central pour transformer cette reprise en véritable développement inclusif.

Pistes de politiques économiques pour améliorer les performances du marché du travail ivoirien

1. Stimuler l'emploi productif par la diversification économique

L'analyse montre que, malgré la progression du taux d'emploi, le chômage structurel persiste, notamment chez les jeunes.

Recommandations :

Accélérer la diversification sectorielle en soutenant les filières à fort potentiel d'emploi : agriculture transformée, BTP, numérique, services logistiques.

Mettre en place des incitations fiscales ciblées pour les PME qui embauchent localement ou investissent dans la formation.

Créer des zones d'emploi régionales connectées aux pôles économiques du pays (Abidjan, Bouaké, San Pedro, Korhogo).

2. Adapter la formation au marché du travail

Les données sur la participation et la part des travailleurs indépendants montrent un mismatch entre compétences disponibles et besoins réels.

Recommandations :

Renforcer la formation technique et professionnelle (lycées techniques, CFA, centres d'apprentissage modernes).

Développer des partenariats public-privé pour aligner les programmes sur les besoins des entreprises.

Créer un système de suivi de l'insertion professionnelle des diplômés pour ajuster les politiques de formation.

3. Promouvoir l'entrepreneuriat et l'inclusion économique

La part importante de travailleurs indépendants suggère que beaucoup s'auto-emploient par nécessité.

Recommandations :

Faciliter l'accès au financement via des fonds de garantie, microcrédits et incubateurs régionaux.

Simplifier les procédures administratives pour la création et la formalisation d'entreprises.

Encourager les politiques d'inclusion des femmes et des jeunes dans les programmes d'entrepreneuriat.

Soutenir la transition du secteur informel vers le formel, notamment par des incitations fiscales douces.

Synthèse

Pour rendre le marché du travail ivoirien plus dynamique, inclusif et résilient, il faut agir sur trois leviers simultanément :

Diversifier l'économie, former les jeunes selon les besoins réels, et rendre l'entrepreneuriat plus accessible.

Ces mesures combinées permettraient de transformer la croissance économique en croissance de l'emploi durable.

CONCLUSION GENERALE

L'analyse de l'évolution du chômage et de l'emploi en Côte d'Ivoire entre 2000 et 2024 révèle une économie en transformation, portée par une croissance réelle mais encore marquée par des déséquilibres sur le marché du travail.

Le pays a enregistré une baisse progressive du chômage total, mais cette amélioration masque des fragilités structurelles : une dépendance persistante au secteur informel, une faible productivité dans certaines branches et une inadéquation entre formation et besoins du marché.

Les comparaisons régionales montrent que la Côte d'Ivoire demeure plus performante que plusieurs pays voisins, mais encore en dessous des économies les plus dynamiques d'Afrique de l'Ouest.

L'enjeu n'est donc plus seulement de créer des emplois, mais de créer des emplois décents et durables, capables d'élever le niveau de vie et de renforcer la classe moyenne.

Les prochaines années devront s'appuyer sur trois leviers clés :

- Diversifier l'économie pour réduire la dépendance aux secteurs traditionnels ;
- Investir massivement dans la formation technique et professionnelle pour combler le fossé entre compétences et emplois disponibles ;
- Encourager l'entrepreneuriat et la formalisation pour transformer l'initiative individuelle en moteur de croissance collective.

Ainsi, la Côte d'Ivoire peut consolider son statut de locomotive économique de la zone UEMOA, à condition de replacer le travail et la compétence au cœur de son modèle de développement.

L'avenir du marché de l'emploi ivoirien dépendra de sa capacité à transformer la croissance démographique en dividende économique.

.

Medoune – L'économiste.